

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-projet-de-loi-sur-l-energie-se>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Le projet de loi sur l'énergie se focalise sur la question nucléaire et l'avenir d'EDF**

19 mai 2004

Le projet de loi sur l'énergie se focalise sur la question nucléaire et l'avenir d'EDF

Le Parti socialiste est contre le lancement de l'EPR, le réacteur de troisième génération. Les députés ont déploré la procédure d'urgence adoptée par le gouvernement sur ce texte.

Pourquoi le gouvernement a-t-il émis une "déclaration d'urgence" pour accélérer la discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (LOE) ?

Les députés, qui examinaient ce texte, mardi 18 mai, avaient du mal à le comprendre : Patrick Ollier (UMP) avouait que "nous sommes surpris", Jean Dionis du Séjour (UDF) parlait d'un "calendrier parlementaire écrabouillé", tandis que le PS déposait une exception d'irrecevabilité. Pourquoi, en effet, aller si vite - le texte devrait être voté le 25 mai par le Parlement, qui ne l'a reçu que le 5 mai - pour une loi qui est censée orienter la politique énergétique "pour les trente ans à venir", notait François Brottes (PS) ?

M. Sarkozy, ministre de l'économie, expliquait que, le projet de loi fixant "le cadre dans lequel les entreprises du secteur de l'énergie et notamment EDF et Gaz de France vont agir, il importait que ce texte soit discuté avant l'étape déterminante du 1er juillet", date de l'ouverture à la concurrence de 70 % du marché de l'énergie (usagers professionnels). Mercredi, le conseil des ministres devait adopter l'autre projet de loi, celui sur le changement de statut d'EDF et de Gaz de France.

L'enjeu de la LOE est aussi de forcer les feux sur le nouveau réacteur nucléaire d'Areva, l'EPR, qu'EDF devrait construire dans les prochaines années. M. Sarkozy indiquait qu'il avait demandé à l'entreprise "de préparer le dossier qui sera soumis à la concertation au second semestre 2004" et de "proposer au gouvernement, avant l'été, un site". Cette préoccupation déséquilibrait une discussion censée aborder tous les problèmes de l'énergie, mais qui s'est polarisée sur la question nucléaire. Alors que le texte de loi place la maîtrise de la consommation d'énergie en priorité de la politique d'énergie, les mesures attachées à cet objectif sont très limitées, essentiellement axées sur la création de "certificats d'économie d'énergie" échangeables sur un marché.

Les objectifs sont pourtant ambitieux : "Une division par quatre de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050, soit une réduction moyenne de 3 % par an", a expliqué M. Sarkozy, "une relance de la maîtrise de l'énergie", "un développement ambitieux de toutes les énergies renouvelables".

Cette présentation hétéroclite était stigmatisée par Jean-Yves Le Déaut (PS)

: dans un long discours à l'appui de l'exception d'irrecevabilité, le député de Meurthe-et-Moselle critiquait les "mesurettes en décalage avec les mesures courageuses qu'il faudrait prendre". M. Le Déaut exprimait nettement la position du Parti socialiste, hostile au lancement de l'EPR : "Nous nous opposons à la construction de l'EPR aujourd'hui en France." Selon le PS, un EPR en France ne correspond pas à un vrai besoin, et utilisera le peu de crédits disponibles, qui seraient mieux utilisés sur d'autres secteurs énergétiques.

"Nous offrons un véritable projet d'entreprise à EDF", a répliqué M.

Devedjian. Cette phrase donnait le sens du projet de loi : accompagner EDF.

Mais ce qui est bon pour EDF est-il bon pour la politique énergétique française ? Les députés n'y croient plus tous. La discussion devait se poursuivre mercredi soir.

Hervé Kempf

Coupures "ciblées" et manifestations

Avant le mouvement national du 27 mai, point d'orgue de la mobilisation des personnels d'EDF et de GDF, quatre fédérations syndicales du gaz et de l'électricité (CFDT, CFTC, CGT et CGT-FO), ainsi que le syndicat SUD-Energie, ont lancé un appel à deux heures de grève et à une opération "entreprises mortes", mercredi 19 mai, pour protester contre le projet de loi de réforme du statut des deux entreprises publiques le jour même de son examen par le conseil des ministres. Outre des arrêts de travail, les syndicats envisageaient des actions "coup de poing" spectaculaires, afin de sensibiliser les élus et les usagers invités à signer des pétitions contre "l'ouverture du capital d'EDF et de GDF". Divers rassemblements et manifestations étaient prévus, notamment par la CGT, à Paris, devant le siège d'EDF, alors que la CFDT devait intervenir à la Grande Arche, sur le parvis de la Défense.

Des coupures de courant "ciblées" ont aussi été organisées, comme celle qui, durant trois heures, dans la nuit de mardi à mercredi, a interrompu 75 % de l'éclairage public à Bordeaux et dans son agglomération.